

## **Session du Conseil régional de Bretagne - 15 et 16 décembre 2011**

### **Intervention de Richard Ferrand**

Président du Groupe socialiste et apparentés

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Notre session, essentiellement consacrée aux orientations budgétaires, s'ouvre dans un contexte de crise internationale aggravée et dans une situation nationale où jamais, depuis des décennies, notre Pays aura connu une telle fragilité budgétaire, politique et sociale.

L'action publique se réduit au point que c'est le maillage territorial lui-même et le principe d'égalité de notre République qui se trouvent fragilisés avec, en parallèle, des inégalités sociales qui atteignent un niveau inédit.

Aggravé par l'absence de politique industrielle, le chômage frappe partout, les investissements ralentissent du fait des incertitudes à court terme, tandis que l'accès au crédit bancaire devient chaque jour plus difficile et plus coûteux, y compris pour les communes et les établissements publics.

Tous les ingrédients d'une récession sont là, ... tandis qu'au plan européen, les dirigeants conservateurs, sous la dictée des agences de notation, s'obstinent à subordonner l'intérêt des peuples aux variations des marchés financiers.

La domination de la loi de l'argent trouve même sa traduction dans la nomination à la tête des gouvernements grec et italien, comme à la tête de la BCE, de personnalités, certes éminentes, mais toutes imprégnées de la culture et des pratiques bancaires et financières.

Pour faire simple, autant nommer des financiers pour décider de la politique... afin d'éviter que des politiques ne viennent troubler les désordres lucratifs de la finance internationale.

Dans ces conditions, on pourra alors toujours gloser sur le prétendu fossé qui se creuserait entre le peuple et ses élites : le fossé qui se creuse c'est celui qui sépare les privilégiés des citoyens ordinaires.

On pourra toujours déplorer l'abstentionnisme : si l'action politique ne porte plus des visions de l'intérêt général, comment s'en étonner ?

On pourra enfin se demander pourquoi les plus maltraités se tournent vers des positions extrémistes : les formules simplistes gagneront toujours sur les justifications alambiquées d'un système devenu intenable et indéfendable.

On pourra donc toujours continuer à faire semblant de ne pas comprendre qu'il s'agit là de réactions de résignation ou de colère à l'indifférence à leur sort que ressentent nos concitoyens.

Le sentiment domine peu à peu que les générations futures auront toujours plus de mal à vivre et à progresser que par le passé.

Pour beaucoup de nos concitoyens, proposer une espérance suscite le doute, proposer la continuité dans l'injustice et la dureté provoque le dépit, avec la fatalité et l'impuissance comme seules perspectives.

Soyons donc lucides : la dureté de notre système s'incarne à la fois dans la vie quotidienne mais plus encore dans les craintes nourries pour l'avenir.

Ne faisons pas de la morosité la justification de l'austérité pour le plus grand nombre, car ici, socialistes, communistes, écologistes et fédéralistes bretons cultivons l'optimisme de la volonté de progrès.

Mais restons dans un langage de vérité, eu égard au désenchantement qui n'est pas que l'humeur d'une époque. Il résulte autant de l'incompréhension que de la désespérance populaire.

Mais soyons ambitieux car notre premier devoir est précisément de combattre l'impuissance et de réhabiliter la politique, comme volonté continue de transformer la société par la solidarité et pour la justice sociale.

Réhabiliter la politique pour donner de la puissance à l'Europe, pour vaincre les spéculations, pour dénoncer l'impuissance à Durban à se saisir sérieusement des enjeux climatiques, et pour maintenir en France les solidarités collectives.

Oui, l'enjeu est bien en France, et un peu partout dans le monde, de construire ou de reconstruire des règles de vie en société et par conséquent de réduire vraiment le poids des égoïsmes individuels, catégoriels, nationaux ou même internationaux, s'agissant notamment de la spéculation.

Pour y parvenir, ne comptons ni sur la passivité des uns, ni sur la seule indignation de croque-mitaines mégalos : à nous, forces de progrès, de créer un chemin crédible adossé à des pratiques irréprochables.

Ce contexte, Monsieur le Président, aurait pu nous inciter, par effet moutonnier, à réduire la voilure, voire à un changement de cap, ou à rester au port aussi longtemps que s'annonce la tempête.

Or, à l'inverse, les orientations budgétaires dont nous allons débattre aujourd'hui attestent de notre intrépidité calculée, mesurée, mais réelle, puisque notamment deux grands chantiers pour la Bretagne vont trouver leur commencement de réalisation, qu'il s'agisse de Bretagne à grande vitesse, ou encore du très haut débit.

Et cela est possible puisque, précisément, une sage politique de désendettement a été conduite depuis des années, en préparation des investissements d'avenir que nous avons décidés.

Ces investissements seront possibles tout en maintenant la mise en œuvre de nos politiques novatrices déjà engagées, qu'il s'agisse de la formation, de notre charte en direction de la jeunesse, ou encore de la nouvelle alliance agricole.

Se désendetter d'abord pour pouvoir investir massivement ensuite révèle aujourd'hui toute sa cohérence, cher Pierrick Massiot... les exercices budgétaires précédents décriés comme « plan plan » par certains, permettent justement d'éviter l'effet « rantanplan », du nom de cet animal de bande dessinée, qui agissait toujours à contretemps et le plus souvent trop tard.

Ces investissements contribueront directement à aménager notre Région et à préparer son avenir mais donneront, sur le terrain, ce dont nous avons le plus besoin, c'est-à-dire du travail. J'ai lu ici ou là que nous en ferions un peu trop... alors que d'autres disent que nous n'en aurions pas fait assez.

Certes, le Conseil régional a les compétences que la loi lui fixe, mais nos choix élargis et ambitieux répondent aussi au projet que nous avons pour la Bretagne, et à l'idée que nous nous faisons d'une région forte.

L'absence croissante de solidarité nationale que portait naguère l'Etat nous conduit naturellement à nous saisir des impératifs bretons.

Je citerai la politique de la formation, où nous devons anticiper les besoins en compétences par exemple dans le domaine des énergies marines renouvelables, enjeu qui n'est pas indifférent aux évolutions de l'Ouest breton.

Alors, oui, nous sommes au taquet, c'est-à-dire au maximum de nos capacités d'action, en phase avec ce qu'attendent les bretonnes et les bretons de leurs élus.

Malgré tous les artifices pour diminuer les recettes, malgré les baisses annoncées de dotations d'Etat et la réduction de notre autonomie fiscale, malgré tout cela, nous tenons bon et nous tenons le cap.

Tout cela, nous le menons à bien en attendant, comme vous l'avez évoqué, Monsieur le Président, le prochain printemps de la décentralisation qui, par des compétences élargies et une fiscalité renouvelée, renforcera encore notre capacité d'action, et, avec nous, celle de toutes les Régions.

Monsieur le Président, mes Chers Collègues, permettez-moi par anticipation de souhaiter à toutes et à tous une bonne année 2012, même si, dans mon for intérieur, je souhaite sur le plan politique qu'elle nous soit favorable, nous qui voulons rassembler et rénover notre Pays, et qu'elle signe une rupture pour celles et ceux qui s'obstinent à diviser, à opposer et à fabriquer de l'injustice.

Sur le plan personnel, mes Cher(e)s collègues, je souhaite naturellement à chacune et à chacun le meilleur de ce que la vie peut donner.

Je vous remercie.